

**Décision n° 2010-0314**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 18 mars 2010**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société Sewan Communications**  
**(numéros de la forme 08 AB PQ MC DU)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Sewan Communications (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 07-2405 en date du 24 octobre 2007) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société Sewan Communications, en date du 4 mars 2010, reçue le 4 mars 2010, sollicitant l'attribution de numéros de la forme 08 AB PQ MC DU ;

Après en avoir délibéré le 18 mars 2010 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1er** – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

Numéros de la forme
08 11 04 MC DU
08 20 43 MC DU
08 26 04 MC DU
08 92 04 MC DU

sont attribués, jusqu'au 18 mars 2030, à la société Sewan Communications (Siren 452 363 153) pour l'accès à ses offres de services vocaux à valeur ajoutée.

**Article 2** - La société Sewan Communications acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société Sewan Communications adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Sewan Communications.

Fait à Paris, le 18 mars 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI